

## Algérie: toujours plus de harcèlements et de répressions contre les militants!

Le mois de septembre, dans la droite ligne de la politique répressive algérienne, apporte son cortège de menaces, harcèlements et répressions à l'encontre **des militants syndicaux ainsi que des militants des droits de l'homme** en Algérie.

- Au début du mois, Yacine Zaïd, président de la Ligue Algérienne des Droits de l'Homme (LADDH) dans la wilaya de Laghouat, blogueur, est interrogé au commissariat de Batna sur ses activités au sein de la LADDH, son engagement dans la Coordination Nationale pour le Changement et la Démocratie (CNCD), ses activités sur internet, ainsi que sur sa prétendue appartenance à un mouvement inconnu: « Jeunesse chaoui pour le changement». La police profite de l'occasion pour récupérer les numéros de téléphone en mémoire dans son portable. Une dizaine de jours plus tard, il subit une fouille minutieuse par la police des frontières à l'aéroport d'Alger; de nouveau un interrogatoire; les agents en civil lui prennent ses documents et sa clé USB.

- Mi-septembre, un militant blogueur du Comité National pour la Défense des Droits des Chômeurs (CNDDC) de Ouargla est auditionné pour ses activités sur les réseaux sociaux. Le 18, c'est au tour du porte-parole du CNDDC d'être arrêté et convoqué au commissariat de Batna. Quelques jours auparavant, 2 chômeurs de Ouargla, qui avaient essayé de se faire exploser à l'aide d'une bouteille de gaz en mars dernier devant le centre de formation de la police de Ouargla, sont condamnés à 3 ans de prison ferme, allongeant la liste des militants condamnés par la «justice» algérienne.

- A la fin du mois, un agent de la DRS (police politique) est venu intimider le propriétaire du local que le SNAPAP loue à Alger lui demandant de résilier le bail de location et précisant qu'il serait possible que le président du SNAPAP - qui avait vu les freins de sa voiture sabotés en juillet - fasse l'objet d'un assassinat.

- Le pouvoir algérien ne recule devant aucun moyen pour essayer de faire taire les contestataires. Ces pressions, intimidations et répressions succèdent à de nombreuses autres et il n'y a plus de limite dans les moyens utilisés. La fin justifie les moyens pour le pouvoir algérien qui semble avoir peur d'une contagion des révolutions voisines. La CNT-F apporte son soutien aux syndicalistes autonomes et aux militants des droits de l'homme algériens et condamne une fois de plus les menaces et la répression dont ils font l'objet.

La défense des droits sociaux et syndicaux n'est pas un délit!

Un coup porté contre l'un est un coup porté contre tous!

Solidarité internationale!

Paris, le 30 septembre 2011.

Secrétariat international - Confédération nationale du travail 33, rue des Vignoles 75020 Paris  
[international@cnt-f.org](mailto:international@cnt-f.org)